

texte CHAPUIS

donner toute sa force au socialisme autogestionnaire

Le PSU est à un tournant décisif de son histoire. En choisissant, en décembre 1972, d'appuyer son action sur la perspective du socialisme autogestionnaire et la pratique du contrôle ouvrier et populaire (« Contrôler aujourd'hui pour décider demain »), en choisissant en novembre 1973 contre le risque groupusculaire la construction de l'unité populaire et d'un puissant mouvement pour l'autogestion socialiste, le PSU a rencontré tous les problèmes de la gauche et du mouvement ouvrier dans ce pays. C'est pourquoi, il se trouve aujourd'hui devant de nouvelles responsabilités.

Au PSU, l'unité n'est pas un thème de propagande pour développer l'organisation. Nous avons toujours refusé les faux semblants, la fausse unité : l'unité, c'est celle des travailleurs eux-mêmes, c'est aussi celle qui les lie à toutes les couches qui subissent directement ou indirectement l'oppression et l'exploitation capitaliste. Unité de classe, unité populaire : elles ne se bâtissent pas à coup de slogans ; elles se constituent jour après jour dans les luttes anti-capitalistes, en faisant évoluer le rapport des forces en faveur des travailleurs sur tous les terrains : dans la production, dans tous les lieux et sous toutes les formes où se produisent et se reproduisent les rapports sociaux, dans les idées et les institutions.

Le mouvement de Mai 68 a révélé :

— la force de l'unité populaire lorsqu'elle s'exerce sur le terrain social : ce que les partis de gauche, sclérosés par leurs traditions et leurs divisions, n'avaient pu faire, les jeunes, les travailleurs, le peuple lui-même pouvaient le réaliser : l'Etat bourgeois vacillait sur ses bases ;

— mais aussi la force de la bourgeoisie qui a su, à travers des décennies de domination (à peine interrompue en 1936 et en 1944) constituer son unité politique et idéologique. En particulier il lui est possible tantôt de juguler politiquement les mouvements sociaux (élections et répression en juin 68), tantôt de freiner les mouvements politiques par quelques réformes sociales et certaines modalités du développement capitaliste, comme on le voit aujourd'hui, après les 49,3 % de Mitterrand.

Les travailleurs ont bien senti que, pour l'avenir de leur lutte, ils ne pouvaient opposer mouvement social et mouvement politique et c'est pourquoi ils ont été si nombreux à accorder leurs voix à François Mitterrand.

Le développement conjoint du mouvement social (qui s'exprime dans les luttes revendicatives et les luttes pour le contrôle ouvrier et populaire) et du mouvement politique (qui s'exprime inévitablement sur le terrain des institutions et notamment sur le terrain électoral, même s'il doit prendre garde de ne pas s'y enfermer), ne peut attendre ni quelque échéance sociale (la grève générale tant espérée !) ni quelque échéance politique (législative ou présidentielle). C'est dès maintenant, quotidiennement, sur chaque conflit et à tous les niveaux — local, régional, national et, désormais, européen — que la lutte politique et sociale doit être menée. Elle doit l'être sur une base de classe ; elle doit l'être aussi nécessairement, dans notre type de société, sur une base de masse.

Le mouvement ouvrier est-il en mesure de mener cette lutte ? La gauche est-elle en mesure de répondre à cette exigence ? Ces deux questions sont liées, qu'on le veuille ou non, et il est vain de vouloir

les fuir, les uns à travers le simple développement des contestations spontanées, les autres à travers la formation d'un parti révolutionnaire d'extrême-gauche qui se substituerait un jour à la gauche par on ne sait quel miracle et dont on ne voit guère, au demeurant, les bases objectives. A ces deux questions, nous avons des réponses claires, précises, mais si certains n'osent pas toujours les donner, c'est qu'elles sont terriblement contraignantes. N'hésitons pas à le dire :

1) — l'avenir du mouvement ouvrier passe par le développement en son sein du courant socialiste autogestionnaire qui est porteur des plus fortes contestations du système et permet les alliances à la fois les plus larges et les plus offensives ;

2) — l'avenir de la gauche passe par sa restructuration sur la base du socialisme autogestionnaire : l'immobilisation que provoque la compétition (qu'elle soit aimable ou hargneuse) entre la social-démocratie et le parti communiste ne peut être vaincue que par un dépassement. C'est pourquoi le PSU s'était créé ; pendant longtemps ses divisions ne lui ont pas permis de faire de sa volonté profonde un projet politique : aujourd'hui, après Mai 68 et après mai 74, l'heure est venue. Le PSU doit être capable de créer les conditions nécessaires à la formation d'une grande force socialiste autogestionnaire. S'il ne le fait pas, il perd sa signification. S'il ne le fait pas, la gauche tout entière est vouée à l'immobilisme quels que soient les efforts que d'autres — en particulier la CFDT — pourront développer sur le terrain des luttes sociales.

Aujourd'hui les choix sont clairs ; il y en a trois et aucun autre :

— rompre le mouvement engagé en mai 74 et prendre le chemin où voulaient nous mener certains de ceux qui proposaient la candidature de notre camarade Piaget aux présidentielles : rejoindre les groupes d'extrême-gauche en brandissant le drapeau de l'autogestion comme signe de ralliement. Ce serait nous enfermer dans les impasses où se trouvent tous ces groupes et mettre gravement en cause le sens politique et social de l'autogestion socialiste dans le mouvement ouvrier ;

— rejoindre l'union de la gauche autour du programme commun, éventuellement amélioré. Ce serait, nous le savons, car notre jugement sur le programme commun n'a pas changé, soumettre tout le mouvement ouvrier aux négociations entre le PC et le PS tels qu'ils sont. Notre rôle de militants politiques n'est pas d'être à gauche ce que les radicaux sont à droite par rapport au programme

commun : nous ne sommes ni des figurants, ni des candidats en mal de circonscription. Notre rôle, c'est de permettre à la gauche d'aller au-delà du programme commun, c'est de contribuer à la déblocage dans son mouvement vers la prise du pouvoir : ce déblocage passe par la capacité du socialisme autogestionnaire à jouer un rôle de plus en plus dominant — et non pas un rôle d'appoint — à l'intérieur de la gauche ;

— rechercher avec les forces politiques et sociales qui le peuvent et qui le veulent le moyen de constituer une force politique puissante et crédible qui puisse servir d'appui au développement du courant socialiste autogestionnaire. C'est pour savoir si ce choix est possible que se réunissent les Assises du socialisme les 12 et 13 octobre. Si la confrontation paraît positive, il appartiendra au Congrès du PSU, en décembre 74, d'en tirer les conséquences et de dire si cette force doit ou non prendre la forme d'une organisation commune aux trois composantes de ces Assises.

Il n'y a pas d'autre choix. Un parti ne se développe pas essentiellement à partir de lui-même, à partir de sa volonté d'élargissement ; il se développe sur la base du rapport des forces, politiques et sociales : pour choisir notre avenir, ce n'est pas nous qu'il faut regarder, mais ce qui nous entoure, ce ne sont pas nos textes qu'il faut lire ou réciter, mais la réalité politique et sociale qui les a produits.

Pour la majorité de la DPN, issue du Congrès de Toulouse, pour le Bureau National élu le 14 décembre 72 sur la base de cette majorité, il n'y a qu'un seul choix logique avec les positions du 8e Congrès. Nous refusons l'illusion d'un parti d'avant-garde révolutionnaire, coupé des masses, incapable de mener efficacement le combat contre le réformisme, même si pour les besoins de la cause et notamment pour amadouer les militants de la CFDT, il se pare du nom de socialiste autogestionnaire. Nous refusons de condamner la gauche à demeurer au stade du programme commun : nous voulons dépasser cette étape historique qui a certes permis un premier déblocage, nous l'avons dit et reconnu, mais qui ne suffit pas à préparer la victoire de la gauche et, encore moins, à ouvrir la voie au socialisme. C'est pourquoi nous proposons au parti non seulement d'aller aux Assises du Socialisme, ce qui va de soi, car personne ne peut refuser une telle confrontation (1), mais de prendre appui sur elles, si cela est possible, pour rechercher les conditions propres à créer la grande force socialiste et autogestionnaire dont le mouvement ouvrier a besoin.

Ce faisant, nous avons le sentiment, non pas de « brader » le parti, comme certains le prétendent, mais au contraire d'en préserver les acquis politiques. Ces acquis, ce n'est pas un capital à faire fructifier comme un dépôt dans une banque, c'est un point d'appui pour les luttes militantes et les luttes de masse : le socialisme autogestionnaire, ce n'est pas un moyen de nous singulariser comme organisation, c'est une expression du mouvement social qu'il nous appartient de développer sur le terrain politique, pour la prise du pouvoir et sa transformation, c'est-à-dire pour le pouvoir des travailleurs.

Certains disent : il, suffit de s'en tenir aux textes et aux propositions du Conseil de novembre 73. Comment les ont-ils compris ? La proposition du pacte d'unité d'action était-elle un succédané du Front Unique Ouvrier si cher à certains courants trotskystes ? Est-ce un moyen de propagande qui sert à diviser plutôt qu'à unir ? Le pacte indiquait une voie : nous l'avons prise et elle nous a permis des avancées importantes, dans l'action commune des syndicats et des partis de gauche ; cette voie deviendrait une impasse si le pacte devenait simplement une formule justificative, un gadget, alors que se développe un mouvement social et politique capable de mettre en cause les organisations actuelles, leur stratégie et leur programme. Il en est de même pour notre Manifeste : s'agit-il d'une nouvelle mouture du programme de transition de Trotsky, que nous brandirions comme la solution miracle aux maux de notre temps : non, le Manifeste est une arme du combat politique, au service du mouvement ouvrier. Notre force, ce n'est pas qu'il provienne de notre parti, c'est qu'il corresponde aux luttes de masse. Que nous nous écartions, sous prétexte de pouvoir le guider un jour, du mouvement de masse, et le Manifeste deviendra une pièce de collection.

D'autres disent : n'allons pas trop vite, renforçons-nous d'abord comme organisation, ensuite on verra. Des fédérations, le plus souvent petites, avaient déjà ce langage en novembre 73, et on les comprend, car il n'est pas simple quand on est peu nombreux de s'engager dans un rapport de forces avec d'autres organisations. Mais elles ont fait l'expérience que les choix du Conseil de novembre leur ont permis précisément, les mois suivants, de se développer. Il en est de même aujourd'hui pour le courant que nous représentons. Nous devons examiner l'évolution globale du rapport des forces (par rapport à la droite et dans la gauche), tel qu'il s'est manifesté notamment à l'occasion des élections présidentielles. Nous ne pouvons pas

attendre que l'on ait besoin de nous. Nous ne pouvons attendre que l'histoire prouve la vérité et la nécessité du socialisme autogestionnaire. L'histoire dépend de notre action, de nos choix ; aujourd'hui, alors que les conditions sont plus favorables qu'elles ne peuvent l'être à d'autres moments (en sachant bien sûr qu'elles ne sont jamais totalement favorables), si nous ne prenons pas la décision de fonder le socialisme autogestionnaire sur une base de classe et de masse, non pas seulement dans les mots, mais dans les faits, c'est alors que nous faillirons à nos responsabilités. En croyant nous donner du temps, nous en perdrons non seulement pour nous, pour notre organisation, mais pour le sens de notre combat politique. Ne nous y trompons pas : il n'y a plus d'avenir pour le PSU s'il ne s'insère pas dans le mouvement politique qui est en train de se créer et appelle à trouver ses formes organisationnelles précises. Notre parti reviendra au verbe, au discours et les travailleurs le quitteront parce qu'ils ne s'y reconnaîtront plus. Ce n'est pas une pure hypothèse ; nous en avons déjà fait l'expérience, avec les débats qui de fin 69 à juin 72 ont bien failli faire sombrer le parti.

La vérité doit être dite, c'est une question de conscience, mais avant tout de responsabilité politique : l'avenir du PSU n'est pas dans sa volonté de se maintenir à tout prix comme parti spécifique, il est dans sa capacité de se dépasser lui-même comme organisation pour donner à sa ligne politique, à son action politique la possibilité d'un véritable développement. Pourquoi ? Comment ? Ce rapport voudrait répondre principalement à ces questions.

Ce dépassement dépend de lui ; mais bien entendu il ne dépend pas que de lui : les Assises du Socialisme sont importantes, comme les décisions que prendront nos partenaires des Assises ; comme important les luttes ouvrières et populaires de la période et notre capacité à y faire face. Il nous revient cependant de faire nos choix, d'énoncer clairement nos propositions : c'est le rôle du Conseil National et c'est le parti tout entier qui décidera.

Le débat est ouvert dans le parti depuis plusieurs semaines : de nombreuses questions ont été posées. Ce rapport voudrait y répondre et c'est pourquoi il est long, il voudrait aussi éclairer le sens de notre action dans la période actuelle et indiquer ce que nous attendons des prochaines Assises du Socialisme.

Le rapport examinera d'abord assez rapidement la situation du régime et de la gauche, puis avec plus de précision nos tâches politiques et nos pro-

positions pour la période à venir en insistant surtout sur le problème mis à l'ordre du jour du Conseil (2) : le rôle des Assises et les perspectives qu'elles peuvent ouvrir.

Si l'on en croit plusieurs camarades, la majorité du Bureau national est en train de liquider les acquis du Parti. Nous voici accusés de n'avoir pas appliqué les mandats du Conseil national de novembre 73. Singulière affirmation de la part de ceux qui ont participé ou participent à l'activité du Bureau national. Faut-il rappeler que la conception du MAS a été dégagée, à l'origine, contradictoirement avec celle des camarades qui voulaient se contenter d'une simple fusion entre l'AMR, les CIC et le PSU ? Faut-il rappeler le travail énorme accompli, à la base comme au sommet, pour préparer un véritable mouvement pour l'autogestion socialiste avec des organisations comme la CFDT, les GAM, les APF, la Vie Nouvelle, etc., dont la base sociale et populaire vaut bien celle de l'AMR.

N'est-il pas significatif que ces différents mouvements se posent aujourd'hui le problème de l'articulation entre une grande force socialiste et la

réalisation du mouvement pour l'autogestion socialiste ?

Faut-il rappeler que tout a été mis en œuvre pour l'élaboration du Pacte d'unité d'action et que ce n'est pas de notre fait s'il n'a pu être conclu avant les présidentielles ?

Faut-il rappeler enfin que les camarades qui portent la responsabilité du Parti depuis les Congrès de Lille et de Toulouse ont quelque titre à s'étonner du qualificatif de « liquidateurs » qu'on leur décerne aujourd'hui, après le travail accompli pour redonner vie à ce Parti, l'insérer dans un puissant mouvement de masse et lui permettre aujourd'hui de jouer un rôle déterminant dans l'avenir du mouvement ouvrier français ? Si le Parti peut aujourd'hui délibérer sur son avenir, c'est peut-être aussi parce que nous avons contribué à sa survie ! Cette réalité éclaire quand même le sens de nos propositions !

(1) La minorité de la DPN, les 29 et 30 Juin, l'a d'ailleurs acceptée.

(2) A la différence d'un Congrès, un conseil délibère sur le seul point mis à son ordre du jour par la DPN.

PLAN DU TEXTE

I - Situation et nature du régime.

II - Situation de la gauche et responsabilités du P.S.U.

III - Nos tâches politiques dans la période à venir.

- 1) — réaliser l'unité populaire face au régime,
- 2) — faciliter l'émergence d'une grande force socialiste autogestionnaire ;
 - 21 - le rôle des Assises Nationales du Socialisme,
 - 22 - les trois composantes :
 - 221 - la « troisième composante »
 - 222 - le PS
 - 223 - le PSU
 - 23 - deux questions :
 - sur le PCF
 - sur le MAS
 - 24 - une première conclusion,
 - 25 - la nature de la force à créer,
 - 26 - le processus à envisager ;
- 3) — conclusion.

I Situation et nature du régime

Les déclarations de Giscard d'Estaing et de Chirac, les initiatives prises depuis trois mois, éclairent une politique qui peut se caractériser de la manière suivante :

1 - Volonté de maintenir la paix sociale nécessaire au développement du capitalisme international : pour cela le pouvoir actuel doit apaiser les mécontentements, corriger les excès et en particulier répondre aux revendications des victimes de la croissance (petits commerçants, paysans, etc..) par la généralisation d'une politique d'assistance et, si nécessaire, par la répression, agir sur le terrain idéologique pour déboucher sur une société plus « permissive », selon le modèle américain.

2 - Un très grand « libéralisme » sur le terrain économique, à la limite une politique de « laisser-faire » : l'Etat cherche à se dégager ou plutôt à se « dépiéger » d'un certain nombre de grands domaines de la politique nationale ; c'est notamment la fin de « l'ardente obligation du plan ». L'inflation permet de financer cette politique « d'assistance » et de restructuration, ce qui explique qu'on la mule plus qu'on ne la combat.

3 - Sur le terrain international : un retour progressif dans le « giron » atlantique et l'esquisse timide d'une politique supranationale vers une Europe très inféodée aux Etats-Unis.

Cette politique est en rupture complète avec ce qu'il restait du « gaullisme ». Elle se traduit en particulier par une mutation dans l'appareil des classes dirigeantes. Tout un personnel politique est en cours d'élimination et l'évolution déjà amorcée par Pompidou va s'accélérer. Ce sont les mêmes hommes qui détiennent les postes du pouvoir réel, dans le secteur privé ou public et dans les instances politiques (cabinets de Giscard d'Estaing et de Chirac par exemple). L'imbrication étroite des intérêts en jeu se manifeste à tous les niveaux, en particulier le poids des multinationales sur la décision politique va s'accroître dans les années à venir (voir les relations étroites d'Abelin avec ITT et de la famille Giscard avec IBM) ; sur ce plan aussi l'analogie avec les mœurs politiques des USA est troublante.

Dans la capacité d'aménager le système et de faire des réformes le pouvoir peut aller très loin, même s'il apparaît évident que les actes seront en

deçà des paroles et des promesses. Le patronat moderniste est disposé à bien des sacrifices peu coûteux et les textes adoptés par le Centre des Jeunes Patrons (CJP) sont significatifs, (voir aussi le livre de Jean-Louis Servan Schreiber sur l'entreprise). L'idéal serait de laisser les ouvriers organiser eux-mêmes leur propre exploitation... La première limite de cette politique est financière : on l'a bien vu quand M. Postel Vinay a refusé de servir de caution au pouvoir dans un secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés, où il n'aurait pas eu les moyens de sa politique, avant d'être remplacé par un giscardien de complaisance. En second lieu, elle se heurtera au « conservatisme » des classes sociales qui soutiennent par ailleurs Giscard d'Estaing, mais on trouvera bien les moyens par exemple de faire taire M. Bas afin de libéraliser plus nettement le projet de loi sur l'avortement. La « lâcheté » des responsables UDR rend cette limite relativement large, et la bourgeoisie, faute de mieux, avalera bien des couleuvres.

La « permissivité » apparente du régime camoufle un durcissement de l'appareil répressif. Le masque libéral de Poniatowski lui permet de prendre des mesures qui, de la part de M. Marcellin, auraient suscité un tollé général : les mini-rafles baptisées « opérations coup de poing », la répression des révoltes des prisons qui s'est soldée par 7 morts, l'ordre de tirer à vue pour les policiers. Le système « Safari » se met au point et n'aura nul besoin des fiches d'hôtel. La répression prendra une forme plus sournoise, en se situant essentiellement sur le terrain idéologique, et la réforme de l'ORTF n'a pas pour seul but de privatiser les profits : elle répond aussi aux intérêts du nouveau pouvoir.

Sur le terrain économique, l'étape où il fallait encadrer la vie sociale et économique pour achever de faire entrer la France dans l'ère industrielle (Cf. les discours de Pompidou sur l'industrialisation), est aujourd'hui dépassée. Il faut maintenant procéder à une restructuration du capitalisme sur une large échelle en nettoyant ce qu'il reste d'un capitalisme archaïque et traditionnel. 17 % des salariés en France travaillent dans des entreprises de moins de 50 employés pour environ 6 % en Allemagne. La comparaison des 2 chiffres ne nécessite pas de plus amples commentaires : les journaux écono-

miques avouent d'ailleurs que cette « purge » ne pourra que vitaliser les secteurs sains de l'économie française. Afin d'éviter des troubles sociaux on se contentera de régler les problèmes « coup par coup » (cf. Titan-Coder - l'aide aux PME) sans vision d'ensemble pour assurer la reconversion des secteurs en difficulté. Le libre jeu du système éliminera les plus faibles au profit des plus puissants.

La voie où s'engage Giscard est cependant étroite pour les 2 ou 3 années à venir, car les difficultés ne manqueront pas, les unes plus spécifiques à la France, les autres liées aux contradictions fondamentales du capitalisme.

Spécifiques car Giscard d'Estaing a encore besoin du soutien de l'UDR, ce qui l'amène à quelques compromis ; il ne peut pas non plus laisser le mécontentement s'aggraver dans les couches sociales qui le soutiennent (paysans, petits commerçants, PME, une partie du grand patronat). L'insolence n'est pas pour déplaire à la bourgeoisie à condition qu'elle ne devienne pas un système (voir le ton un peu aigre du Figaro).

D'autres contradictions sont liées à la situation économique : elles concernent en particulier l'inflation et l'emploi. **L'inflation**, car la nécessité de la moduler plus que de la combattre, afin de dégager les ressources nécessaires au financement du plan social, fait que le niveau en demeurera très fort pour les mois à venir. Quels sont les effets pervers de l'inflation, et en particulier le seuil de

tolérance au-delà duquel les tensions sociales sont très accentuées ? La réponse n'est pas dans les livres, mais dans le développement des luttes de classe...

L'emploi, car la restructuration du capitalisme en France va s'accompagner d'un accroissement très sensible du nombre de faillites, d'un freinage des investissements et d'une aggravation du chômage. La crise grave en Italie et en Angleterre (maillons faibles du système) aura-t-elle un effet d'entraînement ?... Il y a là une situation très lourde, même si les USA et l'Allemagne font le maximum pour éviter une détérioration grave de la situation.

Enfin il devient évident qu'après une période de presque 15 ans où la croissance a été générale, son coût social devient maintenant de plus en plus insupportable. Il se traduit notamment par une aggravation des inégalités (voir l'augmentation des pauvres aux USA), une forte crise idéologique (plus sensible dans les lieux où se reproduit l'idéologie dominante : école, armée, églises aussi), une détérioration de tous les rapports sociaux, une montée de la violence et de l'intolérance. Les refus se généralisent, les contestations s'élargissent, un puissant mouvement d'opposition se développe. Encore faut-il, avant que le système retrouve un nouveau souffle, qu'une alternative politique apparaisse clairement.

II Situation de la gauche et responsabilités du PSU

La politique de Giscard — dynamique, spectaculaire, libérale et à prétentions réformistes — oblige la gauche à se situer sur un terrain nouveau, à rompre avec un style d'opposition qui se nourrissait des particularités du gaullisme. Le Programme commun apparaît à cet égard dépassé. Les limites de la stratégie sur laquelle il repose n'ont pourtant pas permis à l'extrême gauche de surmonter ses contradictions et de faire émerger une stratégie alternative. Face à ce double échec, la stratégie du socialisme autogestionnaire — axe de la réflexion et de l'action du PSU — apparaît comme une issue nouvelle, et une issue efficace pour vaincre la

droite et ouvrir la voie au socialisme. La situation de la France sur la scène internationale amène en outre à considérer que le temps nous est compté.

I - Dépassement du Programme Commun

11 - Le gaullisme meurt doucement en Pompidou. Après l'échec de la tentative « nouvelle société », le régime est contraint à un autoritarisme croissant, à mesure que sa base sociale se rétrécit. L'opposition se dessine, à l'intérieur de la majorité, entre d'une part une droite classique, pressée d'en finir avec les vestiges du gaullisme et de mettre en œuvre la restructuration du

capitalisme sous la bannière américaine, et d'autre part le clan gaulliste dont le rideau troué de l'idéologie participationniste n'arrive plus à cacher la dominante affairiste. C'est la république des copains et des coquins, où les scandales hebdomadaires, liés à une dégradation constante de la « qualité de la vie » provoquent une montée populaire de « ras-le-bol » et le désir du « changement ».

12 - La signature du Programme Commun concrétise la prise en compte par les partis signataires de cette volonté de changement et constitue une tentative d'alternative au régime. Démarche positive, dans la mesure où elle répond à l'aspiration unitaire des masses, dans la mesure aussi où elle ancre le PS dans une alliance durable à gauche et écarte les tentations permanentes de troisième force.

13- Mais tentative vouée à l'échec, et qui se solde effectivement par l'échec de mars 73. Faute d'un contenu suffisamment mobilisateur, faute d'une prise en compte des aspirations nouvelles nées des luttes d'après Mai 68, faute d'une rupture avec une démarche d'assistance et une conception distributive du pouvoir, faute enfin d'un projet clair d'une nouvelle organisation de la société. Au Programme Commun-catalogue le régime répond par un autre catalogue, le Programme de Provins : ils apparaissent bien comme la réplique l'un de l'autre. Dans ce cas là, c'est souvent celui qui a déjà le pouvoir qui l'emporte.

II - L'impuissance de l'extrême-gauche

Elle est divisée entre deux grands courants, l'un privilégie la recherche organisationnelle, l'autre l'action à la base. Si les « gauchistes » ont souvent aidé à l'émergence de tel problème, de telle situation particulière (armée - avortement - prisons - etc..) ils se sont révélés incapables de proposer une stratégie unifiante à l'ensemble des luttes ponctuelles. Le sectarisme a eu raison des uns, le basisme et le spontanéisme des autres : le PSU, lieu de rencontre, de passage et de brassage de ces diverses composantes du mouvement de Mai, a d'ailleurs failli en mourir !

III - La stratégie du socialisme autogestionnaire

31 - **Pour le P.S.U. le Manifeste de Toulouse** marque la fin des crises internes de la période 69-72 et refait l'unité du parti autour d'un projet de société, appuyé et nourri de l'analyse du mouvement de masse (prise en compte des luttes et revendications nouvelles), confirmant le choix

révolutionnaire du PSU, en le précisant (l'autogestion socialiste), et le dotant d'une stratégie (contrôle ouvrier et contrôle populaire). Mais parallèlement le mouvement unitaire se développe autour du Programme Commun, d'où les piètres résultats du PSU aux élections de mars 73, malgré l'écho certain de ses thèmes au cours de la campagne. Le mouvement social post électoral (mouvement lycéen, immigrés et surtout Lip) constitue une ratification éclatante de la justesse de nos analyses et de l'efficacité de notre stratégie. Reste posé le problème du passage entre le terrain social et le terrain politique — et singulièrement électoral (si l'on veut bien admettre qu'un point de passage est nécessaire pour la prise du pouvoir et qu'il peut être électoral).

32 - **Le Conseil National de novembre 73** est centré essentiellement sur ce problème de la prise et de l'occupation du pouvoir d'Etat. Il entérine notre refus d'une conception de « la division du travail », entre réformistes et révolutionnaires : les premiers censés jouer sur le seul terrain politique et occuper seuls le pouvoir d'Etat, pendant que les seconds animent exclusivement le terrain social en attendant l'occasion favorable de déborder les premiers... Ce refus se traduit par une double démarche :

—recherche de l'unité populaire, notamment à travers l'union des forces politiques et syndicales (proposition du pacte d'unité d'action anticapitaliste) ;

—développement d'une force politique du socialisme autogestionnaire (du CLAS au MAS). Le Conseil fait apparaître la nécessité d'une définition plus précise de la période de transition et d'une élaboration d'un « programme de transition » qui aurait dû faire l'objet des travaux de notre prochain Congrès.

33 - **Avril-mai 74.** La mort de G. Pompidou précipite les échéances. L'extrême-gauche, pour des raisons fort diverses, tente de susciter, en la personne de Piaget, une « candidature révolutionnaire » opposée au premier tour au candidat réformiste Mitterrand. C'est prendre l'exact contre-pied de la ligne du Conseil National de novembre. Cette proposition est relancée par ceux qui se veulent le courant « révolutionnaire » de l'autogestion à l'intérieur même du PSU. La DPN, puis le Conseil National Extraordinaire du 15 avril 74, refuseront à une forte majorité d'accepter ce retour en arrière. Le choix clair du PSU et de la CFDT pour la candidature unique dès le premier tour permet d'insérer en force le pôle autogestionnaire dans l'unité populaire et permet de colorer quelque peu

la campagne de François Mitterrand ouvrant de nouvelles perspectives en cas de victoire comme en cas de défaite.

34 - **L'après mai 74** - François Mitterrand est battu, mais cette courte défaite ne masque pas l'énorme progrès réalisé par l'ensemble des forces ou mouvement ouvrier sur la voie de l'unité et de la mobilisation populaire. L'élection de Giscard, sa volonté de réformes, posent avec plus d'acuité encore la nécessité pour la gauche de proposer une véritable alternative en termes de projet de société, sur des bases clairement anticapitalistes et remettant en cause le modèle de développement et de croissance sur lequel repose le pouvoir de la droite. C'est ce que François Mitterrand semble avoir compris en lançant son appel du 25 mai, qui trouve aussitôt l'écho de la CFDT, du PSU et de la plupart de nos partenaires du CLAS (sauf l'AMR). A la mi-juin le PS en délibère. Le projet des Assises pour le Socialisme est lancé. Pour mieux en comprendre les données, les conditions et les perspectives, il est nécessaire de resituer la situation de la gauche française par rapport à l'ensemble de la situation internationale.

IV - La France dans la situation internationale et la contrainte du temps

41 - La situation de crise économique, sociale et idéologique de l'ensemble du système capitaliste ne doit pas conduire à l'illusion mécaniste d'un brusque écroulement de ce système, laissant place nette pour le socialisme. En fait, on assiste plutôt à un renforcement de l'impérialisme dominant et à l'avènement du règne du dollar. Ce renforcement repose sur l'extension des multinationales et sur l'inflation — présentée généralement aux masses comme la conséquence inéluctable de la croissance et de la société d'abondance. Il s'agit de casser ce processus.

42 - Si l'on excepte le cas de la Grèce et du

Portugal où le rapport des forces n'est pas encore clairement établi, on doit reconnaître que l'ensemble des social-démocraties des pays industriels ont désormais accepté les règles du jeu capitaliste. En France et en Italie, l'existence d'un PC fort et important crée une situation particulière.

43 - L'Italie vit une situation économique telle que l'hypothèse fasciste paraît malheureusement aussi crédible que celle du socialisme ; le PCI tente d'ouvrir une voie « centriste » par la recherche d'un accord avec la démocratie chrétienne, mais en voulant éviter le fascisme, on risque fort d'oublier le socialisme !

44 - Reste la France, qui bénéficie, pour un temps encore, d'une part des greffes nationalistes et chauvines du gaullisme, d'autre part d'une possibilité pour la gauche de se restructurer sur une base offensive en termes de masse et de classe. Ces pôles de résistance laissent une certaine marge de manœuvre à une tentative de gauche pour prendre ses distances avec l'impérialisme américain : le but et la fonction de Giscard consistent à détruire cette marge. Ce peut être une affaire de quelques années au plus si nous n'y prenons garde. Dans la course de vitesse qui est engagée, le choix d'une nouvelle traversée du désert, sous couleur de pureté doctrinale, peut être lourd de conséquences : le PCF s'engage dans une stratégie « d'union du peuple de France » qui estompe tous les choix de classe sur lesquels pouvaient s'appuyer une offensive socialiste. Ceux qui croient à « l'actualité » du socialisme ne peuvent s'enfoncer dans une telle stratégie. Or seul le courant socialiste autogestionnaire peut proposer une alternative qui réponde à la situation tout en respectant l'alliance nécessaire avec le PCF.

Il nous faut donc examiner avec soin nos tâches politiques dans la période à venir.

III Nos tâches politiques dans la période à venir

Elles sont déjà dessinées par le Manifeste et les textes du Conseil de novembre 73, mais elles sont déterminées, dans leur forme et leurs points d'application, par l'étape actuelle de la lutte de classe et des rapports de force politiques

et sociaux :

- 1 - réaliser l'unité populaire face au régime ;
- 2 - faciliter l'émergence d'une grande force socialiste et autogestionnaire.

I - Réaliser l'unité populaire face au régime

C'est la donnée fondamentale de notre action. Nous en rappellerons seulement les grandes lignes.

L'unité populaire se réalise à partir des luttes et des conflits que crée la politique des gouvernements bourgeois et capitalistes. Aujourd'hui l'inflation — qui répond à la nature actuelle du développement capitaliste — a de lourdes conséquences pour les travailleurs : hausse des prix, abaissement du pouvoir d'achat, accroissement des inégalités dans les charges, les salaires, les revenus agricoles, lourdeur du crédit et accroissement des dettes. En se dégradant ou en se transformant, le système économique crée des difficultés d'emploi et des baisses de qualification : les immigrés, les femmes, les jeunes sont particulièrement touchés et la menace s'étend sur des secteurs et des régions entières. Cette situation ouvre la possibilité de larges alliances entre la classe ouvrière et les couches sociales qui, en se prolétarisant ou en se transformant, vivent durement le contre-coup du développement capitaliste : des ruptures de classe deviennent possibles, dans les secteurs de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, des services, etc. Encore faut-il que le combat se fasse sur une base claire ; il ne s'agit pas d'ajouter des mécontentements mais de réaliser l'unité des forces populaires sur une base anti-capitaliste. Il en va de même à l'égard des appareils d'Etat où des ruptures deviennent possibles quand les « fonctionnaires » (de l'enseignement, de la justice, de la police, de l'armée, etc.) se mettent sur les positions de ceux qui sont opprimés et exploités par le système. La tentative de Giscard pour imposer quelques changements sur tous les fronts dits « secondaires », en vue de freiner les luttes qui s'y développent, montre leur importance politique et sociale. Il devient d'autant plus urgent de ne pas s'y enfermer : les luttes sur le terrain de la production et sur tous les aspects de la vie sociale doivent être étroitement liées. Plus que jamais la jonction du contrôle ouvrier et du contrôle populaire doit être réalisée : elle implique, de la même façon, la jonction entre luttes politiques et luttes économiques et sociales, entre partis et syndicats.

De plus, contrairement à une erreur répandue, le point faible du mouvement ouvrier ne se situe pas, actuellement, sur le front des luttes à la base. La capacité d'intervention des masses est considérable mais elle risque d'être freinée par l'absence d'un débouché politique prenant en compte l'ampleur du courant autogestionnaire. Ce

décalage entre le front des luttes et le front qu'on peut appeler « institutionnel » peut être redoutable au moment où la droite s'apprête à affronter les conséquences des mutations et des nouvelles contradictions du capitalisme. Une situation où se conjuguerait une montée des luttes populaires et une incapacité politique à les traduire sur le plan institutionnel deviendrait vite très dangereuse, car l'histoire nous apprend que de telles circonstances favorisent la montée du fascisme, sous quelque forme que ce soit.

Les accords entre les organisations où se reconnaissent les travailleurs peuvent aider puissamment à la réalisation de l'unité populaire et c'est pourquoi le PSU espère conclure rapidement un accord avec le Parti Communiste sur un certain nombre d'objectifs précis et concrets. Le PSU souhaite que le débat se développe au sein de toute la gauche sur tous les aspects de la lutte anti-capitaliste et sur les perspectives qui sont ouvertes par le socialisme autogestionnaire. Car l'action sera efficace si elle se fonde sur des propositions offensives et significatives, propres à préparer la transition au socialisme, quand l'évolution du rapport des forces le permettra. Cette évolution pose bien entendu la question du pouvoir et de la prise du pouvoir. Pour faire face à un Etat qui concentre de puissants moyens de contrôle, d'oppression et de répression, il faut que le mouvement ouvrier dispose également de moyens considérables : c'est ainsi qu'il sera possible d'envisager la conquête du pouvoir par les forces du travail. On ne peut séparer, dans la lutte, les questions de la conquête et de l'exercice du pouvoir : si le mouvement ouvrier ne veut pas voir se retourner contre lui l'Etat qu'il aura contribué à édifier il doit, en même temps qu'il engage la lutte pour la prise du pouvoir, se préparer à en transformer les conditions d'exercice. Le contrôle, ponctuel dans une lutte, ou plus durable à travers des moyens institutionnels, prépare l'autogestion socialiste.

Telles sont nos tâches de militants socialistes dans cette période. Nous ne serions que des animateurs sociaux, voire des militants uniquement syndicaux si nous ne nous interrogeons pas sur les conditions politiques propres à favoriser le combat des travailleurs. Or elles dépendent de toute évidence de l'avenir de la gauche et du rôle que nous pouvons jouer pour élargir la capacité offensive de la gauche face aux initiatives du nouveau régime. La gauche traditionnelle, après s'être péniblement armée contre le gaullisme, risque de se trouver bientôt

fort désemparée face au successeur de Pompidou. Le PSU, qui s'est fondé après le coup d'Etat qui a mis de Gaulle au pouvoir, doit s'interroger sur la façon de mener le combat contre le régime qui se met actuellement en place : face à Giscard, il est nécessaire que se constitue une grande force socialiste, liée au mouvement ouvrier et populaire ; cette liaison peut être assurée par la perspective du socialisme autogestionnaire, appuyée sur les luttes concrètes pour le contrôle ouvrier et populaire. Le rôle du PSU est évidemment essentiel pour la constitution d'une telle force.

2 - Faciliter l'émergence d'une grande force socialiste et autogestionnaire

21 - Le rôle des Assises Nationales du Socialisme

La campagne présidentielle a fait apparaître des éléments nouveaux à cet égard. Si François Mitterrand a fait référence, non seulement aux forces du Programme Commun, mais aussi du socialisme autogestionnaire, ce n'est pas un hasard de langage, mais le produit d'un processus qui a son germe dans le mouvement de Mai 68.

Pendant longtemps, la cassure entre les partis liés à la 2° et à la 3° Internationale a bloqué tout avenir pour la gauche. Le PSU est né de cette contradiction pour la dépasser, non pas à travers la recherche d'un simple accord entre le PC et la SFIO (comme Poperen se bornait à le souhaiter), mais dans la volonté de construire un socialisme « nouveau ». Cette nouveauté a paru longtemps bien abstraite. Le mouvement de Mai 68 lui a donné un contenu : le socialisme, pour vaincre les difficultés historiques qu'il a connues, doit poser en même temps la question du pouvoir et celle du travail, la question de l'Etat et du mode de développement. Le socialisme est possible, mais il sera autogestionnaire ou il ne sera pas. Cette « intuition » de Mai 68 a été doublement vérifiée.

En effet, ce que l'on a vu apparaître de plus en plus visiblement sur le terrain des luttes sociales d'Evian à Lip, a commencé à s'exprimer avec plus ou moins de force sur le terrain politique à travers les prises de position successives de la CFDT, du PS (après celle du CERES), et du PSU. Parallèlement se créait toute une pratique sociale, à travers des mouvements d'ordre socio-culturel ; la formation du CLAS, dans le courant de l'année 73, posait le problème de l'expression politique de tous ces mouvements. En 1974, les colloques de la CFDT sur l'autogestion avec le PS, le PSU et le

CLAS poursuivaient la même recherche. En s'intégrant — sans se confondre avec les forces du Programme Commun — à la campagne de François Mitterrand en avril-mai 74, le PSU, la CFDT, les mouvements du CLAS (sauf l'AMR) montraient leur volonté de donner au socialisme autogestionnaire toute sa signification de masse, refusant de s'en servir comme prétexte pour constituer — (et curieusement par le biais électoral !) — ce parti d'avant-garde que certains cherchent à créer depuis quarante ans sans y parvenir ;

La question, aujourd'hui, est de savoir comment progresser, comment amplifier la force du courant qui s'est exprimé dans les luttes et sur le terrain même des forces politiques. La réponse à cette question implique la confrontation entre tous ceux qui sont concernés : c'est le but des Assises du socialisme. Si cette confrontation permet de dégager un accord sur le type de société à construire, sur les moyens d'y parvenir et sur les nécessités de l'action militante dans les grands secteurs de la production et de la vie sociale, alors il devient possible d'envisager une nouvelle étape, celle de réunir dans une même organisation tous ceux qui se sont ainsi trouvés d'accord. L'organisation politique de masse et de classe que nécessite la lutte pour le socialisme autogestionnaire peut alors voir le jour.

Si une telle organisation est possible, il va de soi que le PSU — qui n'a pas sa fin en lui-même — doit pouvoir se mettre en cause comme organisation spécifique : **il ne le fera pas avant la vérification des possibilités réelles d'une organisation commune** ; il ne le fera pas sans le débat démocratique intense que nécessite une telle décision, un débat qui devra être conclu par un Congrès du PSU.

Dans les commissions et les carrefours des Assises, les militants pourront confronter directement leurs positions tant sur le texte sur le socialisme à construire que sur les divers secteurs où s'exerce l'action militante (en examinant ensemble ce que veut dire « militer pour le socialisme » dans chaque secteur). Les militants du PSU y apporteront leurs analyses, leurs propositions, fondées sur le Manifeste et leur pratique quotidienne. Ils y apporteront aussi le résultat des échanges qu'ils auront pu avoir localement, régionalement ou dans leur entreprise avec les militants des autres « composantes ».

Pour savoir si, au-delà des Assises, peuvent s'ouvrir de nouvelles perspectives politiques et organisationnelles, il faut examiner de près les

trois composantes des Assises, préciser la nature et les caractères de la force que nous souhaiterions faire émerger, envisager enfin plus concrètement le processus et les conditions de la constitution d'une telle force.

22 - Les trois composantes

221 - La « troisième composante »

Ce qu'on appelle la « troisième composante » se distingue des deux autres par le fait qu'elle ne constitue pas une organisation spécifique. Elle réunit précisément tous ceux qui sont à la recherche d'une organisation politique de masse qui corresponde à leur engagement, à leur projet, à leur volonté. L'appel du 11 juin, qu'avait préparé la prise de position de la CFDT le 27 mai, a été lancé par des militants syndicaux — parmi lesquels figurent les dirigeants de fédérations importantes de la CFDT, mais aussi des militants CGT ou FEN, des militants sociaux, familiaux, culturels, des militants de la contestation qui, comme Lafont ou Dumont, expriment des mouvements de masse significatifs. Il a été repris un peu partout par des milliers d'hommes et de femmes qui se sont politisés à travers leurs luttes quotidiennes et se reconnaissent dans la perspective du socialisme autogestionnaire. Ils sont conscients que pour éviter la sclérose, le corporatisme, la marginalité, ils ont besoin de se réunir, de s'organiser politiquement. Certains se tournent plutôt vers le P.S.U., d'autres plutôt vers le P.S., tous souhaitent voir naître une organisation puissante capable d'appuyer leurs luttes. Ils veulent un parti de type nouveau, sans sectarisme, sans rigidité, un parti qui ne s'enferme pas non plus dans le notabilisme ni l'électoratisme. Leur déception serait lourde si les Assises ne répondaient pas à leur attente et, si leur démobilisation n'est pas à craindre, par contre leur « dépolitisation » peut être grande.

La participation du P.S. à ces Assises pose aux militants du P.S.U. bien des problèmes. La perspective d'une organisation commune leur en pose encore davantage ! Il faut donc regarder les choses de plus près.

Pour beaucoup d'entre nous, le P.S. garde le visage de la S.F.I.O. : ce sont très souvent, dans les municipalités en particulier, les mêmes hommes, les mêmes notables. Des noms nous frappent, parce que nous avons lutté contre le gouvernement auquel ils appartenaient lors de la guerre d'Algérie. Les changements paraissent encore bien minces. Toutefois une force politique ne peut s'apprécier principalement en fonction des

intérêts particuliers de tel ou tel qui s'y trouve : on doit l'examiner à travers le rapport des forces dans les conditions concrètes de la lutte des classes. Or, si l'on considère la « position » politique du P.S. actuellement, il n'est pas possible de l'identifier purement et simplement à la vieille S.F.I.O.

— Le P.S., c'est un composé assez complexe de traditions social-démocrates, de notables plus ou moins établis et d'un réseau militant. Parmi les notables, un certain nombre ont dû se tourner un peu plus vers la gauche, c'est-à-dire le P.C.F., pour pouvoir se maintenir ; les militants, pour l'essentiel, sont des adhérents récents : qu'ils appartiennent ou non au CERES, ils sont venus généralement après le Congrès d'Epinay en 71. Nous commençons à en rencontrer un certain nombre dans des entreprises ou des quartiers.

— En signant le programme avec le PCF, en juin 72, le PS s'est indéniablement singularisé au sein de la 2ème Internationale. Cette alliance qui rompt avec un passé d'oppositions qui ont pu aller jusqu'à la plus extrême violence, empêche une dérive vers le centre et change profondément le paysage de la gauche. Elle contraint le PS à se préoccuper d'acquiescer une base sociale qui ne le soumette pas au PCF dans la bataille de classe : le PS est obligé de se poser (ce qui ne veut pas dire qu'il l'a résolue !) la question des sections ouvrières, des sections d'entreprise, de l'action de base dans les quartiers, etc. Il rompt ainsi, non pas certes avec la social-démocratie, mais avec la structure que la SFIO avait fini par prendre et dont sont issus la plupart des notables.

— Le PS, à la différence de bien des partis sociaux-démocrates, a fait — en tant que parti du moins — un choix assez clairement anti-capitaliste. Certes la pratique ne correspond pas souvent à un tel choix, mais il serait absurde, pour nous qui recherchons l'unité anti-capitaliste, de nous satisfaire de ce décalage parce qu'il nous rassurerait sur notre originalité. Devons-nous attendre que les gestionnaires du capitalisme en peaux de socialistes soient au pouvoir pour les affronter, affaiblir leur position et faire évoluer le rapport de forces en faveur d'une pratique résolument socialiste ? N'est-ce pas dès maintenant, si nous en avons les moyens, que nous devons agir ?

— Le PS enfin est marqué par une contradiction qui fait à la fois sa force et sa faiblesse :

— d'une part, par sa « crédibilité » à tous les niveaux institutionnels, il occupe un espace politique qui, dans le système actuel, condamne les autres

— en dehors de ses alliés du Programme Commun — à la marginalité ou à l'impuissance.

— d'autre part, s'il a une stratégie d'unité qui permet éventuellement d'envisager la défaite de la droite, il n'a pas pu se donner une stratégie du pouvoir capable de donner un sens à la victoire de la gauche. Sur la prise réelle du pouvoir, sur sa transformation, sur la transition du socialisme, le PS n'a que des souvenirs de la SFIO, quelques velléités du CERES et une longue habitude d'opportunisme.

Le PS, parce qu'il est devenu potentiellement et notamment à travers la candidature de François Mitterrand, un parti de gouvernement, ne peut se contenter d'un tel vide. S'en contenterait-il qu'il se condamnerait, dans le monde d'aujourd'hui, à de graves déboires si par aventure il était propulsé à la commande de l'Etat. Cette contradiction explique que des dirigeants responsables du PS se soient engagés si fortement dans la préparation des Assises, malgré les réticences de divers courants. Pour la vaincre, le PS a en effet besoin de se reposer la question du pouvoir et de son exercice : il lui faut aller plus loin dans la voie du socialisme autogestionnaire et ne plus se contenter d'une simple référence.

La solution d'une telle contradiction, par la force des choses, ne concerne pas seulement le PS, mais tout le mouvement socialiste autogestionnaire, et notamment le PSU. C'est en ce sens que l'avenir de la gauche, qu'on le veuille ou non, passe par le déblocage que peuvent opérer le PSU et la « 3ème composante ».

Il existe bien sûr d'autres contradictions : entre notables et militants, entre les divers courants sociaux démocrates, entre bureaucratie et démocratie, etc. Leur solution dépend largement de la possibilité et de la façon de résoudre la contradiction « stratégique » du PS. Pour que le courant socialiste autogestionnaire puisse jouer son rôle, il n'est pas imaginable qu'il s'enferme dans les impasses du PS tel qu'il est : le PS doit lui-même réaliser son propre dépassement organisationnel. Nous avons le sentiment que François Mitterrand parce qu'il s'est donné — semble-t-il — le rôle historique de préparer la victoire de la gauche, peut contribuer puissamment à provoquer un tel dépassement.

223 — Le Parti Socialiste Unifié

Le PSU est parvenu à constituer à l'échelle nationale et internationale une véritable référence. Son histoire n'est pas seulement celle de la

gauche : elle est liée à tous les courants qui ont traversé la société française depuis la fin de la guerre d'Algérie : c'est pourquoi le PSU est si essentiel au renouvellement de la gauche. Son action, à la fois autonome et unitaire, entre 1965 et 68, s'est développée après Mai 68 dans une ligne révolutionnaire de rupture avec le réformisme et les partis de la gauche traditionnelle : par ses 17 Thèses de mars 69 (6ème Congrès), il s'affirmait comme un pôle révolutionnaire de masse, autour duquel devait se restructurer la gauche.

L'effondrement de la social-démocratie (5 % aux élections de 69), la campagne présidentielle de Michel Rocard, son élection dans les Yvelines en Novembre 69, montraient que c'était possible. Face au PCF et à la CGT, déchaînés contre les « gauchistes », face à la répression, il faisait front commun avec la CFDT et se coordonnait — non sans débats — avec certains groupes révolutionnaires. A partir de 1970, tandis que — de Gaulle disparu — le PCF reprenait peu à peu les choses en mains, une triple crise allait se développer :

— celle de l'extrême-gauche : crise de l'UNEF et du Secours Rouge, divisions et exclusives, crise de l'Université, impasses trotskystes, impasse de la Nouvelle Résistance Populaire, etc. Les mouvements de masse ne parvenaient pas à trouver d'appui organisationnel ;

— crise au PSU : en raison de la précédente, mais aussi pour des raisons internes ; l'équipe de 67 (celle qui avait pris en charge le parti après son refus d'entrer dans la FGDS), déjà ébranlée en mars 69 (désaccord entre le BN et le Congrès, départ de 3 membres du BN dont Heurgon), se dissociait au Conseil de Rouen en juin 70. Un courant trotskyste, un courant maoïste se constituent, la majorité se divise dans son attitude. Ce seront les 6 textes du Congrès de Lille en juin 71. Un des courants obtient une courte majorité absolue ; la crise ne sera résolue qu'en juin 72, sur le plan organisationnel (Conseil de Juvisy, départ de la GR, départs vers la Ligue Communiste) et en décembre 72 sur le plan politique (Congrès de Toulouse — Manifeste). Cette crise retentit sur l'implantation : les nombreux militants venus en Mai 68 et après (compensant les départs de 67 et 68) sont découragés, beaucoup ne reprendront pas leur carte ensuite. Elle retentit sur l'audience : en mars 73, le PSU est loin de retrouver sa situation de juin 68 ; en particulier Michel Rocard ne retrouve pas son siège. Néanmoins, à partir de janvier 73, le recrutement commence lentement à

reprendre, de nouvelles sections se constituent, certaines fédérations devenues exsangues se remettent sur pied.

— crise du PS : la solution Savary, si elle a éliminé Guy Mollet, n'a pas sorti le PS de l'ornière. L'entrée de la Convention et de Mitterrand vont servir de point d'appui à un renouveau : des alliances compliquées (Deferre - CERES...) donnent la majorité à Mitterrand au Congrès d'Epinais en juin 71. La signature du Programme Commun en juin 72 fournit une base politique au redressement du PS, dont le recrutement et l'audience se gonflent rapidement : les résultats de mars 73, justifiant la tactique de Mitterrand, valorisent son organisation (au-delà même de l'attente de son allié, le PCF).

Durant toute cette période, de 1970 à 1974, il est bien évident que le PSU a dû son audience (cf. Pompidou : « le PSU, je sais ce que c'est... ») à des facteurs fort divers :

1) - c'était la seule organisation d'extrême-gauche implantée dans les couches populaires, la seule aussi qui tente d'élaborer un nouveau projet révolutionnaire, le projet d'une autre société ;

2) - Le développement et l'orientation de la CFDT ont été une aide puissante : les interférences furent nombreuses ;

3) - La personnalité de Rocard a servi de base à l'expression publique du Parti ;

4) - L'équipe nationale liée à la majorité du Congrès de Lille (où ne figuraient que 3 membres du B.N. précédent), est parvenue à redresser le parti, avec le concours de responsables et de militants actifs sur le terrain des luttes ;

5) - Lip a contribué à l'unité du parti sur une base offensive (du moins jusqu'en avril 74, où le projet de candidature Piaget opposé au soutien à Mitterrand dès le 1er tour, a de nouveau déchiré le parti).

La question est de savoir dans quelle mesure ces facteurs peuvent continuer de jouer ou peuvent être relayés par d'autres, dans un contexte où la crise de l'extrême gauche s'est encore accentuée et où la crise du PS semble pour le moment résolue. Plus profondément, il faut se demander si le développement même du courant socialiste autogestionnaire ne risque pas d'enlever peu à peu à notre organisation son caractère spécifique : celle-ci peut être alors conduite à préciser son choix, à le « resserrer »,

en cherchant par exemple le clivage entre révolutionnaires et réformistes à l'intérieur du courant autogestionnaire sur une base organisationnelle (cf. position de l'AMR dans le CLAS). N'est-ce pas alors reprendre le chemin déjà pris fin 69 ? N'est-ce pas risquer d'ouvrir des débats internes-externes qui chasseront les militants venus nous rejoindre en 73-74, comme l'avaient été ceux de 68-69 ? Car, inévitablement, la volonté d'un « clivage » aboutira à :

— retomber dans l'illusion du front révolutionnaire face au front réformiste (cf. les articles de PH), ce qui — en raison du rapport des forces — facilite la tâche des courants réformistes ;

— porter atteinte à l'image publique du parti : l'élimination de Rocard que certains veulent obtenir, en est un des moyens possibles ;

— personnaliser à l'excès les débats et les conflits ;

— casser la majorité actuelle et éliminer en fait du parti des hommes qui en sont localement ou régionalement des supports essentiels ;

— se couper de la CFDT ou y exporter les débats internes du PSU, avec des risques très lourds pour la centrale dans la période qui va s'ouvrir ;

— faire la part belle enfin à ceux qui se veulent au PS militants révolutionnaires et autogestionnaires : le CERES par exemple peut profiter de la situation, sans pour autant pouvoir l'utiliser pour une avancée du PS, en raison de ses pratiques de tendance et de son incroyable confusionnisme dans le soutien au Programme Commun.

Finalement, un mouvement est lancé : si le PSU ne se retrouve pas largement uni autour d'une proposition nouvelle et offensive, c'en sera **politiquement** fini de lui. La question est à notre avis la suivante : ne faut-il pas aujourd'hui mettre en cause l'organisation comme structure pour affirmer et développer la ligne politique qui est la nôtre, celle du socialisme autogestionnaire comme fondement de la révolution socialiste ?

Pour répondre à cette question, il faut se demander avec qui et comment. Il est clair que ce ne peut être qu'avec les deux autres composantes des Assises (PS et 3e composante), de la même manière que celles-ci ne peuvent sortir de leurs contradictions qu'avec le P.S.U.

Aux Assises, précisons-le, il ne peut y avoir de « quatrième composante » : les individus ou les formations du « centre gauche » se définissent par

leur situation parlementaire et non par leur action ou leur position sociale. On peut y trouver des alliés, pour des accords conjoncturels ; on ne peut y trouver les éléments d'une force socialiste. Chez les radicaux par exemple, le socialisme est un humanisme, non une stratégie de la lutte des classes. On trouve au PS de tels hommes : une « restructuration » de la gauche provoquera nécessairement des reclassements dans ce secteur ; nous devons peut-être y songer...

Deux questions se posent encore dans le parti : la question du PCF et celle du MAS.

23 - Deux questions :

231 - **Sur le PCF** - Le PCF est marqué par une contradiction entre sa base de classe, qui le dirige vers le socialisme, et sa stratégie qui l'en écarte (au profit d'une « démocratie avancée » et de larges alliances politiques et sociales face aux « monopoles »). Pour vaincre cette contradiction le PC compte sur son organisation, étroitement structurée et hiérarchisée, d'une rigidité à toute épreuve. De ce fait, plus le PCF veut tenir son « défi démocratique », plus il doit renforcer son organisation interne et engager son parti dans la voie. On peut donc envisager des accords et un débat politique avec le PCF, on ne peut envisager aucune perspective organisationnelle, ni aucune avancée profonde avec lui dans le sens du courant socialiste autogestionnaire ; ce qui n'empêche pas de poursuivre avec lui le débat sur l'autogestion, bien au contraire : il faut pour cela, non seulement être autonomes, mais être forts. Les exemples de l'Union Progressiste en France ou du PSIUP en Italie le montrent. Il faut aussi se fonder sur une base sociale large et notamment fortement inscrite dans la classe ouvrière.

Nous pensons toujours qu'en raison de sa base de classe, rien dans l'avenir ne se fera sans le PC, mais pour ne pas en être prisonnier et finalement pour la victoire de la gauche, il n'est pas imaginable de laisser son interlocuteur privilégié, à savoir le P.S., reprendre doucement le chemin de la social-démocratie. La position du PSU sur ce point n'a pas changé depuis l'origine : le socialisme ne se fera dans notre pays ni par la 2e, ni par la 3e Internationale, ni par leur simple accord (ni par une 4e non plus...) ; il faut bâtir une force socialiste de type nouveau.

232 - **Sur le MAS** - Il y a eu dès le départ deux conceptions du CLAS et donc du MAS, du Mouvement pour l'Autogestion Socialiste. Pour certains, il s'agissait du futur parti révolutionnaire ; pour d'au-

tres il s'agissait de donner au courant autogestionnaire des points d'appui diversifiés et coordonnés, permettant la jonction entre des groupes politiques et des mouvements sociaux, ainsi qu'entre ces mouvements eux-mêmes. Cette équivoque a d'ailleurs gêné le développement du CLAS : les uns en faisaient l'occasion du clivage organisationnel entre réformistes et révolutionnaires, les autres y voyaient un moyen de liaison souple et décentralisé. Ces équivoques se retrouvent dans l'idée du MAS :

— ou bien c'est une manière de présenter le parti révolutionnaire que l'on veut créer ;

— ou bien c'est une nébuleuse, une tournure d'esprit ;

— ou bien c'est un « mouvement », dont la forme ne peut être actuellement précisée, qui a besoin pour se définir et se développer d'une organisation politique suffisamment puissante, fondée sur tous ceux qui se réfèrent à l'autogestion et capable d'intervenir sur tous les terrains, y compris institutionnels.

— La CFDT et la plupart des mouvements du CLAS — on peut le regretter mais c'est ainsi — ne se sentent pas concernés par les deux premières définitions ; par contre la troisième leur importe, notamment pour la CFDT qui va s'engager dans une bataille syndicale difficile, dans l'unité « conflictuelle » avec la CGT et face à des initiatives compliquées du régime (déclarations de Chinaud et Commission sur la réforme de l'entreprise par ex.).

Le CLAS a joué un rôle important en posant tous les problèmes du courant socialiste autogestionnaire : on ne résoudra pas les contradictions qui sont apparues en son sein par l'invention d'un sigle nouveau.

24 - Une première conclusion :

L'analyse des trois composantes, l'analyse des diverses possibilités d'avenir nous conduisent à une première conclusion : il est possible que sur la base de ceux qui participent aux Assises se crée une organisation commune d'un type nouveau ; il n'y a pas en tout cas d'autres possibilité organisationnelle. L'avenir du socialisme autogestionnaire, l'avenir du courant révolutionnaire sans lequel l'autogestion ne sera qu'une « formule creuse » passent aujourd'hui par l'effort pour faire émerger cette force politique nouvelle dans laquelle le PSU pourrait se dépasser comme organisation, après avoir vérifié que les conditions ont été créées pour

l'avenir du courant socialiste autogestionnaire et la préparation effective de la révolution socialiste.

D'abord quelle devrait être la nature d'une telle force ?

Dans une telle force, il est nécessaire que nous puissions retrouver ce qui nous caractérise : un rapport aux luttes réelles dans les entreprises et les quartiers, une capacité de liaison entre les pratiques militantes sur les différents fronts de lutte, la volonté d'appuyer les prises de conscience et les ruptures de classe parmi les jeunes, les femmes, dans les minorités nationales, les luttes écologiques, etc. Nous croyons toujours à la nécessité d'un pôle révolutionnaire : encore faut-il, pour fonctionner, qu'il soit en prise avec la masse réformiste elle-même. Comment pourra-t-il se constituer sur la base d'une organisation certes révolutionnaire, mais obligée, les raisons de sa volonté unitaire aidant, de s'allier aux partis « réformistes », et incapable, en raison de sa faiblesse, de les amener sur ses positions ? Dans ce cas, il se produit nécessairement soit une rupture — donc l'isolement —, soit une déviation réformiste — donc des crises internes ou la disparition de ce « pôle » que l'on prétendait constituer. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire l'histoire du mouvement trotskyste. Aujourd'hui, le développement d'un pôle révolutionnaire et autogestionnaire est inséparable de la formation d'un puissant parti de masse où, inévitablement, cohabiteront réformistes et révolutionnaires.

25 - La nature de la force à créer -

Deux caractères lui sont nécessaires :

1 - elle doit lier étroitement social et politique : aujourd'hui, de façon de plus en plus consciente, tout ce qui se passe sur le terrain dit « social » pose la question du pouvoir ; de la même manière, toute lutte qui se veut politique s'exprime dans les luttes sociales ou se condamne à la marginalité ou à la récupération. Le combat socialiste implique donc la liaison permanente entre les luttes dans la production et la vie sociale (les luttes de contrôle) et les luttes institutionnelles (qui mettent en cause plus directement le pouvoir d'Etat) ; il faut notamment qu'une organisation socialiste allie la capacité militante (dans la perspective de la mobilisation populaire sans laquelle rien ne peut se faire) et la capacité électorale, qui est la réponse au système mis en place par la bourgeoisie dans la situation actuelle. Il est essentiel de ne pas s'enfermer sur le terrain électoral (car battue ou près de l'être, la bourgeoisie peut mettre en place d'autres systè-

mes, notamment répressifs, et comme il faudra alors répondre à la violence par la violence, il faut s'y préparer dès maintenant, de même que la bourgeoisie ne cesse de s'y préparer), mais la crainte — justifiée — de l'électoratisme ne saurait dissimuler l'importance de l'enjeu électoral et de la capacité à y faire face.

Que le rapport des forces ait évolué pour des raisons sociales (grèves dures par exemple) ou électorales, la question est ensuite la même : comment articuler la mobilisation populaire et l'action gouvernementale pour préparer la transition au socialisme, et non pas les dresser l'une contre l'autre, comme on l'a partiellement vu au Chili. Cette question doit être résolue dans la nature même de l'organisation socialiste **aujourd'hui**.

2 - elle doit exprimer le mouvement de masse, le mouvement populaire, en recevoir les influx et jouer à son égard le rôle d'intellectuel collectif » dont parle Gramsci. Il y faut une organisation large, crédible, une pratique de masse, des structures adaptées, une stratégie efficace. C'est ainsi que peuvent se créer les conditions propres à la formation de la fameuse « avant-garde » révolutionnaire. On ne peut en chercher la formation par la pure et simple création d'un parti révolutionnaire qu'on enverrait ensuite à la recherche des masses et de la classe ouvrière.

Pour prendre ces deux caractères, la grande force politique socialiste et autogestionnaire qui est aujourd'hui nécessaire doit répondre à quatre critères :

— une base sociale large, mais profondément inscrite dans le mouvement ouvrier et paysan,

— une organisation unifiée : tout système fédératif (type FGDS en 67) ou tout système fondé sur des appareils de tendance (à l'image de la FEN par exemple) conduit au conservatisme et à l'immobilisme ;

— une stratégie unitaire : celle de l'unité populaire et celle de l'unité entre partis et syndicats ;

— la capacité de proposer à la fois un projet de société et les moyens d'y parvenir.

26 - Le processus à envisager -

Comment une telle force peut-elle se créer à partir des trois composantes des Assises ? A quelles conditions pourrions-nous vaincre les risques que comporte cette tentative, notamment les ris-

ques inhérents au PS tel qu'il est ? Il nous faut dès maintenant le dire, afin que le débat soit clair à l'intérieur et à l'extérieur de notre parti.

Les Assises du socialisme doivent permettre de vérifier qu'il y a bien un choix politique commun aux trois composantes (analyses, projet, stratégie) et qu'il peut servir de base par la suite à des débats ou à des propositions sans pour autant bloquer le développement et l'efficacité d'une organisation commune ; elles vérifieront la pratique militante dans les différents secteurs et dégageront pour l'avenir des directions, des points d'appui pour cette pratique. Ainsi pourra-t-on voir s'il est possible ou non de dépasser les organisations existantes

Après les Assises, dont le bilan sera largement diffusé, la commission d'organisation pourrait faire de nouvelles propositions ; le Congrès du PSU, en décembre, pourrait alors statuer sur elles, de même que les deux autres composantes le feraient dans leurs instances respectives. Ces propositions devraient concerner selon nous quatre domaines :

1 - le projet de société qui serait en somme le Manifeste de référence pour les militants de l'organisation : il doit s'appuyer clairement sur la perspective du socialisme autogestionnaire ;

2 - les orientations stratégiques, qui lui sont étroitement liées, en particulier en ce qui concerne :

- le contrôle ouvrier et populaire,
- l'unité populaire.

En effet, les militants du PSU ne sauraient servir de faire valoir à la relance de la social-démocratie, dont on connaît les impasses. Il ne s'agit pas non plus de prendre l'autogestion pour « l'autre nom de la démocratie » ou une technique d'animation-participation : notre combat révolutionnaire se poursuivra à l'intérieur de cette organisation commune — notamment face à tous les dangers réformistes, internes ou externes. Ce combat doit être possible, non pas que nous entendions faciliter le retour à la social-démocratie par la restauration du jeu des tendances, mais parce qu'une orientation précise doit être donnée à l'ensemble de l'organisation, une orientation qu'il nous faudra à la fois préserver et prolonger. Nous n'entendons pas non plus laisser aux impuissances de l'extrême gauche le privilège de la volonté révolutionnaire.

3 - la nature et le fonctionnement de l'organisation -

Les questions de sigle ou de statuts sont finalement secondaires si des accords se réalisent sur quelques règles fondamentales et s'ils sont effectivement garantis, en particulier dans les organes de direction à tous les niveaux. Elles deviennent par contre insurmontables si de tels accords sont impossibles. Quatre points en particulier nous paraissent fondamentaux afin d'éviter (ou du moins de pouvoir combattre) les risques de bureaucratie, ancienne ou nouvelle, et empêcher la formation d'une sorte de « travaillisme » à la française, qui conduirait très sûrement les uns et les autres à la sclérose que l'on connaît dans d'autres pays :

- a) - la priorité aux secteurs « entreprises » et « agricole » dans le développement du parti ; le développement d'une organisation socialiste de type nouveau dans les entreprises aurait des conséquences considérables pour l'avenir du socialisme.
- b) un large effort de régionalisation, pour correspondre aux réalités actuelles de la lutte des classes ;
- c) un lien suffisant entre les militants et le parti : formation, appui à l'action militante, expression, moyens d'information et de « communication » ;
- d) la démocratie interne, par le refus des tendances figées sur elles-mêmes et la libre expression des idées et des courants.

4 - l'ouverture de l'organisation -

Largement ouverte en direction des milieux populaires, l'organisation ne saurait fonder ses critères d'adhésion de façon négative sur le fait par exemple que l'on n'est pas de droite et que l'on n'est pas communiste... La division entre gauche communiste et gauche non-communiste a été mortelle pour le socialisme et finalement pour la gauche elle-même, puisqu'elle se fait sur des critères de type parlementaire sous le contrôle étroit de la droite et au gré de ses initiatives. Le développement, le recrutement doivent se faire en termes positifs par l'adhésion à la « charte » constitutive (qui devra répondre aux points précédents) et par la volonté de lutter pour le socialisme sur une base de classe, sur les positions de la classe ouvrière.

Une telle organisation ne manquerait pas de voir venir vers elle des dizaines de milliers d'hommes

et de femmes qui veulent prendre leur place dans le combat contre l'oppression et l'exploitation. Les meilleurs militants de la contestation qui s'est exprimée depuis mai 68 et bien des militants qui ne supportent plus le sectarisme de certains courants de l'extrême gauche, devraient pouvoir aussi y apporter leur capacité de lutte et d'imagination.

Pour qu'un tel processus puisse être ouvert par les Assises du Socialisme, il faudra beaucoup de confiance réciproque entre les militants des trois composantes ; il faudra que les uns se gardent de tout impérialisme et d'autres de tout sectarisme. Nous avons le sentiment que l'importance de l'enjeu peut augmenter la force de conviction chez les uns et les autres. Nous savons aussi que ce processus dépend beaucoup de la capacité du PSU à s'y engager pleinement et résolument. C'est pourquoi ce Conseil National est essentiel, afin de savoir si cela est possible, de la même manière qu'un Congrès sera nécessaire pour statuer sur les conséquences politiques et organisationnelles qui pourraient être tirées des Assises.

3 - Conclusion -

A travers ces propositions, le Bureau National et la majorité de la DPN ont conscience de contribuer à l'unité populaire contre le régime sur le terrain politique comme nous le faisons tous sur le terrain des luttes sociales. Nous avons conscience de faire un pas en avant non seulement pour la victoire de la gauche, mais aussi pour préparer dans notre pays la révolution socialiste qui, selon nous, dépend largement de la capacité du courant socialiste autogestionnaire à assurer sa prédominance politique.

Nous croyons enfin qu'en se refusant à prendre une telle voie, en raison des risques qu'elle comporte, le parti courrait beaucoup plus sûrement le risque de son affaiblissement, sinon de sa disparition, gaspillant ainsi le rapport de forces que nous avons su créer ensemble depuis janvier 73 pour le développement du socialisme autogestionnaire sur une base de masse et sur une base de classe. ■

Signataires :

Umberto Battist (BF 59 - DPN) - Alain Bene-teau (SF Midi-Pyrénées - DPN) - Jean Billeau (SF 41) - Jean Boniface (75 - Com. Economique) - François Borella (BF 54 - DPN) - Emile Bourgault (BF 22) - Georges Boulloux (SF 38) - Pierre Bourguignon (BN)-Pierre Brana(SF 33 DPN) - Alain Brune (SF 39 - DPN) - Jean Camou (75 - Com. Santé) - Robert Chapuis (75 - BN) - Irène Charamande (75 - BN) - André Chazal (BF 69 - DPN) - Marcel Glaen (68) - Jacques Codo (BF 95 - DPN) - Georges Constantin (94 - BN - CNE) - Robert de Caumont (BF 14) - Guy Degorce (78 - DPN) - Michel de la Fournière (SF 45 - DPN) - Michel Destot (92) - Yves Dollo (SF 22) - Tony Dreyfus (75 - DPN) - Pierre Dupont (SF 60) - Claude Evin (BF 44) - Gérard Féran (92 - BN) - Jacques Ferlus (SF 78 - DPN) - Martine Frachon (BF 78 DPN) - André Garnier (42 - DPN) - Michel Geoffroy (75 - Com. Santé) - Pierre Heurtin (35 -DPN) - Bernard Jacquier (SF 74) - Bernard Jaumont (75 - BN) - Christian Lacroix (BF 38 -DPN) - Jean Lafrache (78 - BN) - Bernard Langlois (75 - DPN) - Laure Lataste (SF 33) -Yves Le Foll (22) - Jean Le Garrec (75 - BN) -Jean Lejeune (75) - Daniel Lenègre (75 - BN) -Jean Mallet (BF 85 - BN - CNA) - Marcel Marchand (BF 52) - Evelyne Martin (BF 76 - CNE) - François Moreau (30) - Jean-Claude Petit Démange (SF 67 - DPN) - Paul Pous (31 - DPN -CNE) - Roger Provost (SF 76) - Alain Rannou (91 - BN) - Michel Rocard (75 - BN) - Henri Rossi (SF 06) - Bernard Salgues (BF 38 - DPN) - Henri Saigre (94 - BN) - François Soulage (92 BN) - Alain Vannaire (SF 63 - DPN) - Marie-Claude Vayssade (BF 54 - DPN) - Jean Verlhac (BF 38 - DPN) - Maurice Villegas (BF 42 - DPN) - Basile Volokhine (BF 78 - BN - CNE). Raymond Burgy (25) - Gabriel Léotard (BF 73) - Jean-Claude Demailly (SF - 55) - Roger Winterhalter (BF - 68) - Roger Merat (SF 42) - Jean Barret (13 - CNE) - Jacques Laïk (91) - Lydie Dupont (58 CNF) .